

Lettre à Julie-Victoire Daubié

Raymonde A. SALIOU-BULGER

Raymonde A. SALIOU-BULGER

*College Graceland
(Lamoni, Iowa, U.S.A.)*

Prendre la parole après avoir entendu l'éloquence de mes collègues n'est certes pas une sinécure. Je ne peux pourtant passer sous silence ma longue amitié avec la dépositaire des lettres à Julie-Victoire Daubié, Mademoiselle Laure Reuchsel, consciente, ainsi que le reste de sa famille, de l'aventure de son ancêtre, et je me trouve de ce fait privilégiée. Mon propos se bornera au déchiffrement de la correspondance à Julie-Victoire Daubié, à en distinguer les domaines, les auteurs. Je noterai d'abord l'ironie, le côté paradoxal de cette lecture.

Le problème que j'ai affronté était double. Comment faire une étude féministe à partir d'une lecture de textes produits pour la plupart par des hommes et d'hommes souvent fautifs de la situation du moment ? Car des cent deux lettres trouvées dans le fonds Laure Reuchsel, soixante seize proviennent en effet de personnes masculines. Puis, comment faire un essai biographique sans repères fixes vu le temps fragmenté des missives ? Il fallait aussi ajouter le problème de la

dialectique des œuvres de la première bachelière de France.

C'est Madame Eugénie Hippeau qui, dans une lettre du 29 janvier 1870 concernant *La femme pauvre au XIXe siècle*, écrit : « Il y a des pages d'une vigueur et d'une conviction si profonde, que j'ai oublié que l'auteur n'était pas un homme » ce qui voudrait dire que Julie-Victoire Daubié n'écrit pas avec une « différence » et que son discours emploie la dialectique masculine, celle du pouvoir, de la supériorité. Mais Julie-Victoire Daubié n'écrivait-elle pas pour les lecteurs masculins, d'abord ceux de l'Académie Impériale de Lyon, et ensuite ceux du grand public lettré ? Pour ceux qui font les lois, députés et sénateurs ? La femme n'avait aucun droit, aucune autorité, pour changer quoi que ce soit dans sa vie civile, économique ou politique. C'était aux hommes de prendre la défense de la femme tombée, ce troisième sexe méprisé par tous et toutes. Julie-Victoire Daubié devait donc employer leur discours pour se faire comprendre, dialoguer avec eux et acquérir des adeptes. Ses textes font preuve d'érudition, de recherches qui vont de l'antiquité jusqu'à des comparaisons avec les pays des deux mondes de son époque et il est intéressant de noter que la plupart de ses correspondants sont des historiens, des académiciens, des économistes, des ministres et conseillers d'état. A la lumière de ces constatations ne pouvais-je donc dire que le lecteur est inscrit dans le texte de Daubié tout comme le narrateur ? Et quelle sorte de narrateur ? Un qui écrit et signe de son propre nom. Julie-Victoire n'emploie pas le « je » et pourtant elle est la femme pauvre, l'institutrice gouvernante sans dot, donc sans espoir de fonder une famille. Ses attaques de la politique extérieure de Napoléon III, celles de l'ambiance

malsaine des manufactures, des ateliers, des usines, celles de l'oisiveté et des orgies des militaires et des étudiants bourgeois, des mauvaises mœurs des fonctionnaires, sont faites dans un style direct, réaliste, avec une ironie tranchante et si les économistes blâment son pathos, sa véhémence et les censurent avant de publier ses textes dans leurs journaux, ils les acceptent parce qu'ils les trouvent d'utilité publique. Est-ce alors une croisade ?

Un texte féministe a pour but de changer le monde. Il doit convaincre que la situation exposée est intolérable, injuste, inhumaine. Il est donc révolutionnaire et s'attaque aux lois qu'il faut abolir ou reformuler ; il attaque le régime et les législateurs égoïstes et fait appel à une nouvelle moralité, à de nouvelles mœurs. Lu par des lecteurs masculins qui, depuis toujours, contrôlent toute littérature et ont eu l'habitude de définir la lecture comme une activité qui sert leurs intérêts, ce texte est une insulte à leur intégrité, à leur force de puissance, à leur autorité. Quelles seront les personnes masculines susceptibles de passer sous l'insulte ? Les adversaires du régime sous le Second Empire, les républicains, mais aussi un groupe de saint-simoniens qui croient à l'égalité des sexes. C'est ainsi que d'illustres savants, des hommes politiques anti-bonapartistes vont entrer en relations épistolaires avec d'abord, la gagnante au concours sur le salaire des femmes organisé par l'Académie Impériale de Lyon et la Chambre de Commerce en 1858, puis avec l'auteur d'un ouvrage dénonçant l'injustice des lettres d'obédience en 1860 ; plus tard, avec la première bachelière de France en 1861, la journaliste et la conférencière en économie politique et la critique sociale dont la publication de l'enquête sur le salaire des femmes en

1866 dépasse les frontières nationales. Devenue militante pour l'émancipation progressive de la femme, Julie-Victoire Daubié perdra quelques uns de ses alliés soit par la mort, cas d'Arlès-Dufour et de John Stuart Mill, soit par des différences d'opinion, cas de Léon Richer. Par contre, de grandes figures féminines républicaines l'épauleront, telles que la comtesse Marie d'Agoult, Claire de Charnacé, sa fille, et Juliette Edmond Adam. Tout un groupe d'Anglaises combattant pour leur droit aux diplômes supérieurs ou la réforme contre les maladies contagieuses et la débauche lui demanderont conseil et partageront ses vucs. Malheureusement, après la Commune, les femmes mêmes que Daubié veut défendre, les ouvrières, manifestent souvent de l'hostilité.

Quelles sortes de lettres contient le Fonds Reuchsel ? Celles concernant les succès littéraires, celles concernant les succès scolaires, celles concernant l'apprentissage de journaliste en économie politique, celles se rapportant au rôle de militante pour les bonnes mœurs et le suffrage des femmes veuves et des femmes célibataires, de Julie-Victoire Daubié. Certaines lettres nous font entrer dans la vie intime de quelques amis et font allusion aux événements politiques du moment, précieuses indications lorsque les lettres ne sont pas datées. Je prendrai pour exemple les nombreuses notes de Marie d'Agoult à Mademoiselle Daubié avec « ce mardi », ou « lundi soir » et encore la manière fantaisiste de nos jours d'écrire novembre « 9bre » ou octobre « 8bre ». Je demande pardon aux futurs chercheurs de mes erreurs à ce sujet. Je n'ai pas toujours pu déchiffrer les signatures de certains documents et j'ai souvent admiré la façon dont les correspondants économisaient le papier, écrivant dans les marges non pas une fois, mais

plusieurs fois. Mais j'ai toujours travaillé avec le ravissement qu'apporte une chose inouïe : lire un courrier que l'on croyait brûlé, des lettres à jamais perdues.

Car on a cru pendant longtemps à la destruction de ce trésor d'archives privées. La famille de Julie-Victoire Daubié avait pris ombrage des preuves de l'activité sociale et politique de sa parente qui fréquentait des saint-simoniens comme Arlès-Dufour et des franc-maçons comme Léon Richer. On avait même oublié le commentaire fait à leur sujet par Madame Bardin en 1951, à Madame Darcey chargée de l'émission féminine à la Radiodiffusion Française.

Ces archives privées avaient été jalousement conservées par une petite nièce, Madame Bardin, née Berthe Daubié, sœur de Laure, Lucien, Emile, Adrien et Marthe Daubié. Leur mère, Zoé Daubié, avait épousé Libert Daubié de la même famille. Laure Daubié, épouse Reuchsel, grand-mère de mon amie Laurette ici présente, entra en possession du dossier familial de Julie-Victoire Daubié à la mort de sa sœur aînée. Le dossier familial passa dans les mains de Laurette au moment du décès de son oncle, Antonin Reuchsel. Cet inestimable trésor « *conservé par des descendants conscients de l'aventure de leur ancêtre* » fut descendu du plateau de la Croix-Rousse à Perrache où, émerveillée, j'en pris connaissance un jour d'été.

Le nom de Julie-Victoire Daubié ne m'était pas inconnu : une historienne, Mrs Wynona H. Wilkins de l'Université du Dakota du Nord, m'avait offert une dizaine d'années auparavant, son étude intitulée « *The Paris International Feminist Congress of 1896 and its French antecedents* » publié dans le *North Dakota Quarterly*, Autumn 1975, dans laquelle l'histoire de la lutte pour le

premier baccalauréat féminin et le rôle joué par notre bonne ville de Lyon y étaient soulignés.

Miracle donc de pouvoir lire les lettres à Julie-Victoire Daubié mais problème du biographe qui ne peut parler de son sujet que par le truchement de lettres qui lui sont destinées. Miracle et problématique qui se définissent par un portrait en miroir. Ce miroir peut être une glace déformante. Il peut refléter une image floue et les deux polarités de l'être et du paraître, présentes dans tout discours épistolaire qui est un travail sur soi, peuvent être également un obstacle à la vérité. La gageure n'existait pas vraiment me direz-vous puisque j'avais à l'appui l'œuvre de Julie Victoire Daubié en microfiche. Faudrait-il ajouter que le jeu des regards croisés des correspondants, hommes et femmes illustres, donnait aussi une pluralité intéressante ? Quels meilleurs porte-paroles pour esquisser le portrait d'une Vosgienne, Jeanne d'Arc aux portes de l'Université, Jacqueline Bonnefemme devant le code Napoléon, que le témoignage des radicaux sous le Second Empire et des futures féministes sous la Troisième République ? C'est donc à travers le jeu de regards croisés, pour reprendre les mots de Michelle Perrot, que j'ai esquissé l'attachante figure d'une femme hors du commun pour inviter à la redécouvrir.

J'ai choisi de publier les lettres par ordre chronologique malgré les manques de dates. L'on verra le problème soulevé par un manuscrit perdu que Jules Simon affirme avoir laissé à Lyon il y a deux ans, celui d'un voyage d'Arlès-Dufour et celui d'une ou deux lettres de Marie d'Agoult. Des difficultés de lecture de manuscrit m'ont fait estropier le nom de Madame Marchef fondatrice de l'école

professionnelle de jeunes filles rue de la Perle et plus tard directrice du premier lycée de jeunes filles, le lycée Sévigné dans une autre lettre d'Arlès Dufour avec qui Julie-Victoire Daubié correspond régulièrement jusqu'à la mort de ce membre de la Chambre de Commerce Lyonnaise en 1872.

Ce qui frappe tout d'abord en regardant le Fonds Laure Reuchsel, c'est la nombreuse correspondance entre Julie Victoire Daubié et Arlès-Dufour. Ce grand bienfaiteur saint-simonien a déjà travaillé pour une bienveillance exceptionnelle envers la démarche inusitée de Julie-Victoire auprès de la Faculté de Lyon. Il va rester son meilleur allié pendant tout le reste de sa vie. Le Fonds Laure Reuchsel contient vingt deux lettres du négociant lyonnais. Une seule lettre de la famille immédiate de Julie vient de son frère Joseph Florentin qui lui écrit des Forges du Blanc-Manger le 5 juin 1860 au sujet de l'érection d'une statue au poète Gilbert à Fontenoy-le-Château et de la vente d'une maison à Alleveilliers. Je passerai sous silence les lettres de l'Académie Impériale des Sciences et Belles lettres et Arts de Lyon des 15 juin et 23 juillet 1859 relatives au concours sur le salaire des femmes et celles des choix de dates pour le baccalauréat des 8 et 21 juillet 1861. Les journaux en ayant souvent parlé, elles sont connues par la plupart d'entre vous. Je citerai pourtant deux courtes missives de Marie d'Agoult qui introduit Mademoiselle Daubié auprès de l'éditeur du *Temps* fondé par Auguste Nefftzer le 25 avril 1861 et journal de l'opposition sous le Second Empire :

9 février (sans millésime)

Chère Mademoiselle,

Je n'ai pas encore pu voir la personne qui me renseignera et me dirigera mais ne croyez pas que j'oublie. J'ai parlé de vous à Nefftzer qui

attend votre visite à son bureau (de 3 à 4 heures est le meilleur moment).

Bien à vous,

Marie.

Puis :

J'ai communiqué votre idée à M. Dollfus et vous avez vu qu'il en a parlé aussitôt dans Le Temps d'hier. Mille grâce pour votre photographie. Elle est très bien mais toujours d'une sévérité d'accent très exagérée. Vous êtes donc encore malade ? Moi aussi. On me recommande le repos et le repos c'est le non-vivre.

Tout à vous.

mardi. (sans date)

L'article en question paraissant le 16 janvier 1862, je date la lettre du 17.

Un collaborateur du *Temps*, Edouard Laboulaye, un membre de l'Institut, Adolphe Garnier, et Monsieur Trélat de l'Hospice de la Salpêtrière écrivent au sujet des conférences données par Mademoiselle Daubié en 1863 sur la condition des femmes dans l'ancienne France et la nouvelle. La correspondance commencée en 1862 avec l'anglaise Elizabeth Garrett continue. Depuis deux ans Miss Garrett essaie d'obtenir une permission légale pour exercer la médecine. L'exemple de Mademoiselle Daubié, première bachelière de France, lui semblait le sujet d'introduction pour demander l'admission des femmes aux diplômes universitaires de son pays. Julie Victoire publie de longs extraits de son ouvrage couronné par l'Académie de Lyon dans le *Journal des Economistes* depuis 1862 et en 1864 elle collabore à l'*Economiste français* dont l'éditeur est Jules Duval. Je voudrais souligner ici une lettre écrite par Madame de la Rozière pour la quaker anglaise Anna Knight demandant « de lui indiquer les moyens à employer pour obtenir en France, ce

que l'on vient d'accorder aux femmes en Autriche : LE DROIT DE VOTER ». Anna Knight meurt en 1862 et ce n'est qu'en 1867 qu'une lettre de Jules Duval apporte des commentaires sur la façon d'approcher le gouvernement à ce sujet. En voici un extrait :

« Je ne pourrai mettre votre lettre : le droit électoral des femmes n'est pas de ceux dont l'Évangile dit : violenter sapienter illud. C'est finement à propos de chaque incident qui se présente, qu'il faut l'insinuer dans les esprits et les cœurs.

Toute dissertation, fût-elle lucide comme un coup de marteau sur une enclume, ne serait pas un argument écouté avec faveur, et quant à la pensée et au droit que vous prêtez au gouvernement d'ouvrir à deux battants aux femmes les salles du scrutin par une simple interprétation, nous nous ferions moquer de nous, si nous supposions au gouvernement de l'Empereur de telles témérités ; et le gouvernement rirait le premier, si même il nous en estimait. Un peu de patience, s'il vous plaît : l'idée lancée il y a vingt ans lève, elle germe, elle grandira, sans qu'il y ait pour ainsi dire, d'aider la nature ».

Si Jules Duval renvoyait les manuscrits à Mademoiselle Daubié trouvée toujours trop téméraire, un autre censeur aussi exigeant se dessine dans le courrier de Frédéric Passy, fondateur en 1867 de la Ligue Internationale de la Paix et rédacteur au *Journal des Economistes* : « nous ferons bien de faciliter l'impression de votre savante et vigoureuse étude mais [qu'] avant de le faire, et même bien que nous n'y attachions pas notre nom, il est utile qu'une révision fasse disparaître ou atténuer un certain nombre de passages. »

Cette lettre non datée porte :
vendredi soir, 6 heures.

Les journaux ont donné des détails se rapportant à l'obtention du baccalauréat par Julie-Victoire Daubié, peu ont parlé de sa préparation pour passer les examens de licence. Une lettre de Francisque Bouillier, Inspecteur Général de l'Instruction publique, membre de l'Institut, professeur de philosophie et Doyen de la Faculté de Lyon et qui avait été une des personnes ayant ouvert l'examen du baccalauréat à la première femme française, souligne les difficultés de l'aspirante à la licence :

*Université de France
Ecole Normale Supérieure
Paris le 27 novembre 1868
Ma chère Mademoiselle,*

Je ne suis plus Doyen et ne puis vous tendre la main. Mais si, à cause de l'usage, vous ne pouvez assister aux cours de la Sorbonne, qui d'ailleurs ne vous seraient pas d'utilité directe pour la licence, vous pouvez, je crois, obtenir de prendre néanmoins des inscriptions, ce qui est une mesure à peu près purement fiscale. Mais ne serait-il pas mieux de vous adresser directement au Doyen ?

Recevez, Mademoiselle, l'assurance de mes respectueux sentiments.

Bouillier

Mademoiselle Daubié reste donc autodidacte et cherche à prendre des cours privés.

Les lettres de Eugène Manuel se placent en mars 1871, en plein siège, juste avant les événements de la Commune. Julie doit payer cinq francs la leçon pour les cours pris avec un certain Darmstter. Finalement en octobre 1871, Manuel écrit :

• Vous seriez bien aimable de me donner avis du jour où vous passerez VOTRE EXAMEN ; l'événement est assez nouveau et assez intéressant pour que

j'en parle au Ministre, et il serait agréable d'assister aux épreuves orales pour mon propre compte d'abord, puis pour le représenter.

Agréez, Mademoiselle, l'assurance de mes plus respectueuses sympathies.

Eugène Manuel

Vous pouvez m'écrire au Ministère même ».

Le futur Inspecteur d'Académie assiste aux examens de licence de Julie et le nouveau ministre de l'Instruction Publique et des Cultes de la République Française envoie ses félicitations. C'est Jules Simon :

Paris le 7 novembre 1871

Mademoiselle,

Je suis informé que vous venez de subir avec succès, les épreuves de la licence ès lettres. Je suis fort occupé en ce moment à réparer les désastres que nos établissements ont subis pendant les deux dernières années, et à terminer la loi sur l'enseignement obligatoire, mais je vous prie d'être persuadée, qu'au milieu de ces besognes, je ne perds pas un instant de vue la nécessité d'organiser d'une façon sérieuse l'éducation des femmes. C'est une cause au succès de laquelle vous aurez grandement contribué.

En vous félicitant, Mademoiselle, je vous demande la permission de placer dans votre bibliothèque, quelques volumes qui pourront vous aider dans vos études ultérieures.

Veuillez agréer, l'assurance de mon respect.

Jules Simon

Reconnue pionnière dans l'éducation des femmes, Julie-Victoire Daubié est ainsi encouragée à poursuivre son doctorat par le ministre même. Il y a loin de l'interdit total et de l'amour propre chiffonné d'un Gustave Rouland devant la requête de la future

première bachelière de France et de la signature de son diplôme.

La correspondance avec Arlès-Dufour avait commencé le 20 avril 1860 par un petit mot mondain. Elle ne finira que tard en 1871 lorsque ce généreux négociant lyonnais saint-simonien, et pacifiste, désespéré par le cours des événements politiques, écrira le 28 novembre de sa banlieue lyonnaise :

Oullins, 28 novembre (sans millésime)

Chère et brave Demoiselle,

Si je ne vous ai pas complimentée plus tôt sur le nouveau grade conquis ainsi que sur vos persévérantes et précieuses publications en faveur de l'émancipation de la femme, c'est que jusqu'à ces derniers jours, la plume me fatiguait ainsi que toute espèce de réaction. Cette malheureuse disposition a été entretenue par la longue maladie de ma bonne belle-fille dont la mort a été une véritable délivrance, tant elle souffrait.

Votre concours au courageux Richer lui est bien précieux et contribuerait sans doute à soutenir le journal, s'il était plus lu par celles qu'il veut affranchir. Il y a cependant progrès : car lorsque vers 1831, Enfantin lança dans le monde, l'idée de l'égalité de l'homme et de la femme, de Dieu père et mère, les femmes crièrent au scandale et les hommes les plus forts, comme Jean Reynaud, l'abandonnèrent.

Espérons donc. Si même notre croyance s'éteint momentanément, d'autres se créeront parce que de grands dévouements comme le vôtre se seront formés. Richer mériterait bien de réussir car il met sa vie dans l'œuvre. Il mérite bien que nous le soutenions.

Je suis à peu près quitte de la coqueluche, mais je n'en irai pas moins chercher le soleil à Cannes. J'attends pour partir, la visite de Charles Robert

qui vient faire une conférence dimanche.

Au revoir digne amie.

A.D.

Il est intéressant de noter que le Fonds Reuchsel ne contient aucune lettre de Léon Richer, fondateur avec Maria Deraisme du journal *Le droit des femmes* en 1869¹. Quelques mois auparavant un anti-bonapartiste virulent, Emile Acollas, revenu d'exil, ne voyait pas Richer ainsi et écrivait à Mademoiselle Daubié :

Chère Mademoiselle,

Je vous envoie la suite de mon manuel de Droit Civil.

Vous êtes-vous convaincue qu'en dehors de la lutte pour amener les esprits à l'idée du Droit, il n'y a rien à faire par le temps qui court, et encore, cette lutte, qui passionne-t-elle ?

Tout fraternellement,

Emile Acollas

24 avril 1870

Prenez garde ; on dit que votre DROIT DES FEMMES donne dans le Bonapartisme ; le petit Richer est suspect, c'est un fils de Guérout ; vous ne ferez rien avec le bandit Bonaparte, et vous éloignerez ceux qui sont vos amis.

Rédacteur au *Temps* et aux *Débats*, collaborateur de *La Presse* puis directeur de l'*Opinion nationale*, Adolphe Guérout avait sollicité la fondation de ce journal en obtenant l'autorisation de l'Empereur en personne et sans condition. Il avait aussi accepté de prendre en charge le banquet du 11 juillet 1869 organisé par Léon Richer pour gagner les députés libéraux à la cause féministe.

Je relève une autre figure masculine originale en la personne de Hyacinthe Loyson, prédicateur fameux à Notre Dame de Paris, excommunié à la suite de ses idées modernes sur le

1. En septembre 1871, le titre de l'hebdomadaire deviendra *L'Avenir des femmes*.

catholicisme, puis prêtre détroqué. Père Hyacinthe était parti en Amérique où il s'était marié. A la fin du siège de Paris il écrit :

Mademoiselle,

Vous avez eu la bonté de me donner la femme pauvre au XIXe siècle mais j'en ai prêté les divers volumes à des amis, l'un à Londres, l'autre à Rome. Je fais samedi prochain, une conférence sur L'ARMEE, pour laquelle je tiendrais à relire ce que vous avez écrit sur la corruption produite par le célibat forcé des soldats. Ne pourriez-vous pas me confier pour quelques jours votre exemplaire ? Vous me rendriez un véritable service. Si vous voulez me dire votre jour et votre heure, j'irai le chercher moi-même. LE PLUS TOT POSSIBLE.

Veillez agréer, Mademoiselle, l'expression de mes sentiments respectueux et distingués.

Hyacinthe

Paris, Boulevard de Neuilly, 95.

le 13 mars 1871

Cette demande de service n'a pas été la première, ni la dernière adressée à Julie-Victoire Daubié. Je choisis la lettre de Marie d'Agoult du 6 octobre et dont le millésime manque. La nouvelle des élections législatives permet de choisir 1868 :

St Lupicin, Jura, 6 octobre

Pour Mademoiselle Daubié

Chère Mademoiselle,

Je commence un travail sur le mouvement d'émancipation des femmes en France, en Angleterre et aux Etats-Unis. Ce travail aura une certaine étendue. Je souhaiterais qu'il fût complet. L'histoire des BACHELIERES licenciées et doctresses y tiendra naturellement sa place. Je compte sur vous pour me faire connaître les noms, les faits, les dates qui s'y rapportent. Je voudrais des détails sur les motifs et les

circonstances qui ont déterminé votre résolution et votre admission. Si vous pouvez aussi me communiquer ce que vous avez appris par vos correspondances et vos entretiens avec les dames anglaises ou américaines, vous m'obligerez infiniment.

D'ici au 19 de ce mois, il faudrait m'écrire à ST LUPICIN, Jura, plus tard à HIYERES, Var, poste restante.

Ma santé s'est entièrement remise dans les montagnes. Nous avons eu dans le Jura, une belle élection qui m'a fait un vif plaisir et a contribué pour sa part, à mon rétablissement. J'espère que vous êtes toujours vaillante et de bon espoir. N'ayant pas ici votre adresse, j'envoie ce petit mot à notre ami Sobnée à qui je vous prie de dire mes meilleures amitiés.

Toute à vous,

Marie d'Agoult

Une autre lettre demande une recommandation auprès d'un sénateur :

Vitry-Châtillon

le 1er juin 1873

Chère Mademoiselle,

Vos très anciennes relations avec votre compatriote Monsieur Buffet, sont telles, que je viens vous prier d'appeler son attention sur M. Lucien de Sancy, le mari de notre Caroline, pour favoriser sa rentrée dans le sein du Conseil d'Etat ou son passage à être doté de quelques droits pour y revenir. Je sais d'avance quel sera votre zèle pour donner toute satisfaction à l'autorisation de notre cher Lucien.

Agréer l'assurance de mes sentiments respectueux et dévoués.

Ch. Petit

Je désire terminer mon propos en citant une lettre de Juliette Edmond Adam qui joue le rôle d'intermédiaire dans la distribution des brochures préparées par Daubié pour sa campagne de l'émancipation

progressive de la femme. Ces brochures avaient été interdites au colportage par un arrêté ministériel du 28 février 1873.

23 Boulevard Poissonnière

17 mai 1873

Chère Mademoiselle,

J'ai reçu vos deux lettres et je vous remercie pour tout ce qu'elles me disaient de BON A PENSER. Je suis très souffrante et fort fâchée de cette souffrance, car je ne peux me défendre quand on me dit que la femme est une malade. La mort d'Arlès-Dufour et la mort de Stuart Mill sont un désastre pour notre cause et la seconde vient doubler le chagrin que j'avais de la première. Je place aisément les petites brochures sur LA TOLERANCE LEGALE ou plutôt CONTRE. Je place aussi très aisément des livraisons de L'EMANCIPATION DES FEMMES, mais il m'est impossible de placer le MANUEL DU JEUNE HOMME qu'on me renvoie et que je ne puis continuer de placer parce que le célibat des prêtres y est admiré. Ce que vous dites de l'opinion de campagne à propos des femmes, me frappe beaucoup et m'encourage parce que l'antagonisme des ouvrières est inquiétant.

Agréez, chère Mademoiselle, mes sympathies pour votre caractère d'apôtre et l'assurance de mon amitié.

Juliette Edmond Adam.

Les cent deux lettres du Fonds Laure Reuchsel m'ont permis de mettre en perspective les quatorze dernières années de la vie d'une féministe avant la lettre, d'une savante qui combattait pour le droit des femmes à l'éducation, le travail à salaire égal, le droit au scrutin des veuves et des femmes célibataires, d'une économiste qui prêchait les bonnes mœurs et la réforme des lois injustes du code Napoléon. L'exploitation des femmes commence à être enrayée grâce au courage de cette

vosgienne dès 1858. Son réseau d'influence est non seulement de dimension européenne, il est international.

Julie-Victoire Daubié annonce la femme moderne, intelligente, responsable et avisée du monde entier. Ne préfigure-t-elle pas le courage ingrat d'une Anita Hill versus Clarence Thomas ? ou d'une Murphy Brown héroïne de télévision ? Elle n'avait jamais hésité à prendre des exemples outre-Atlantique. J'ai apprécié ses références à Oberlin College et à l'état du Iowa, à l'utopie de la fraternisation entre les deux mondes devenue soudain réalité tangible au moment des événements de Berlin.

Si la nouvelle édition de *La femme pauvre au XIXe siècle* par « Côté femmes » est un tribut à cette vosgienne visionnaire et prophète au grand cœur, cette journée lyonnaise en est un autre important aussi. Elle réunit des chercheurs d'outre Atlantique et d'Europe, pour célébrer une sorte de résurrection, celle de Julie-Victoire et celle de témoignages d'élites de son temps. Je remercie donc Mesdames Bayard et Thébaud de l'avoir organisée. Et c'est avec fierté que, en qualité d'ancienne lyonnaise, je souligne le rôle à résonance universelle, joué par la ville de Lyon dans l'exploit de Mademoiselle Daubié. A toutes deux, nous leur devons ce que nous sommes et ce que nous serons dignes d'être.